

## Budget : les deux mensonges insupportables du gouvernement



La discussion sur le budget 2016 ne servira à rien. C'est un budget électoral. Le gouvernement a présenté un plan d'économies pour ne pas fâcher Bruxelles mais il ne le tiendra pas.

Avec Jean-Marc Sylvestre

L'exercice budgétaire est toujours un numéro de cirque. On hésite entre le numéro d'équilibriste et celui d'illusionniste. Le projet de Budget 2016 affiche les deux numéros vedettes à la fois.

**Premier numéro, celui d'équilibriste.** Le gouvernement avait promis de longue date, à la Commission de Bruxelles, de réaliser 50 milliards d'économies entre 2014 et 2016. C'était une promesse qui marquait notre engagement européen. Mercredi, lors de la présentation du projet de loi de Finances, le ministre du Budget confirme ses engagements. Il y aura bien 50 milliards d'économies sur les dépenses. Et pour arriver à cet objectif, il fixe un taux de croissance-cible et un taux d'inflation qui vont paraître, de toute évidence, trop optimistes. Trop généreux.

Pour couronner le tout, les économies environ 16-17 milliards d'euros, ne sont pas identifiées et chiffrées. La presse spécialisée s'émue, les Parlementaires se mettent à grogner et Bruxelles interroge la Cour des comptes qui dit aux fonctionnaires européens qu'ils ont eu raison de s'interroger. Tout le monde est dans son rôle.

Sentant les ennuis arrivés, Bercy modifie un peu sa copie. Bercy lime un peu le taux d'inflation, c'est politiquement plus correct que le taux de croissance et ça se voit moins, et révisé à la baisse les économies faisables pour 2015 et pour 2016. Problème, il manque 3 ou 4 milliards pour atteindre l'objectif de 50 milliards en 2016.

Du coup, on repousse discrètement l'objectif à 2017. Le sacrosaint chiffre de 50 milliards est sauvé. On atteindra l'équilibre mais pas à la date prévue. Tout le monde est mécontent mais tout le monde est fatigué de batailler pour un budget dont le seul objectif est d'aller aux élections. On ira aux élections.

**Second numéro, celui d'illusionniste.** Dès son arrivée, mais sans trop le crier, François Hollande avait décidé de poursuivre l'entreprise d'allègement des effectifs de la fonction publique. Seul moyen de diminuer les dépenses puisque les salaires des fonctionnaires représentent 80 % des dépenses de l'Etat.

Depuis 2011, Nicolas Sarkozy avait pris des dispositions assez courageuses qui consistaient à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux à égalité de service. Et ça marche. En 2011, les effectifs de la fonction publique d'Etat ont diminué de 60.000. En 2012, de 25.000.

---

En 2013, le gouvernement va mollir un peu dans son engagement en allégeant les effectifs de 7700 seulement, alors que l'on est plus au plus fort de la crise. En 2014, on cède sur 2400 suppression de postes seulement. La messe est dite.

François Hollande, qui a déjà amorcé son soi-disant virage social-libéral, prépare le CICE. Mais en même temps, il s'affranchit, sans le crier sur les toits, de cette règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. La Cour des comptes est folle furieuse contre l'Etat qui est revenu sur cet effort. Résultat, en 2016, l'Etat créera 8304 postes de fonctionnaires. C'est dans le Budget.

Ce qui est fort dans ce tour de passe-passe, c'est que le gouvernement affirme que l'augmentation des effectifs portera sur la défense nationale pour enrayer les risques du terrorisme. Personne ne bronche. Sauf que le terrorisme offre une excuse facile. François Hollande a abandonné les engagements de rigueur dans la gestion des effectifs bien avant les attentats de janvier 2015.

Toujours est-il que ça dérape de partout. A la Défense, pour renforcer la lutte contre le terrorisme, à l'Education nationale, à la Justice et au ministère de l'Ecologie.

La Cour des comptes doute fortement de l'utilité de ces créations d'emplois d'autant que parallèlement, les collectivités locales ont, elles aussi, augmenté leurs effectifs.

Pour tous les observateurs, l'intérêt est purement politique. La fonction publique étant le cœur de l'électorat de gauche. L'objectif à un an de la présidentielle, c'est évidemment de montrer à cet électorat que l'on ne l'abandonne pas. Ce que le ministre de l'Economie, Emmanuel macron veut retirer d'une main pour des raisons d'efficacité et de compétitivité globale, on le rend de l'autre main pour empêcher une évaporation totale de la pseudo-majorité.